



Intervention de M. Charles Fries,
Ambassadeur de France
(20 mars 2007)

Monsieur le Président du Sénat,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

Le 50^{ème} anniversaire du Traité de Rome donne lieu depuis quelques jours à de nombreuses manifestations dans toute l'Europe. Ces cérémonies trouveront leur point d'orgue à Berlin, dimanche prochain.

Je me réjouis que Prague prenne toute sa place dans cette célébration, comme en témoigne la conférence d'aujourd'hui.

Car pour nous, Français, la nation tchèque comme les autres nations d'Europe centrale ont naturellement toujours fait partie de la famille européenne, dès 1957, même si, à l'époque, un rideau de fer nous en séparait.

Pendant près de cinquante ans, au cœur de notre continent, la démocratie a coexisté avec la dictature, dans l'équilibre de la terreur. Mais nous avons su utiliser ces décennies. Et la France s'honore d'avoir, avec les autres Etats fondateurs, entrepris la création de ce qui est devenu l'Union européenne. Celle-ci s'est organisée, elle s'est étendue, a créé ses institutions, posé ses règles, fait progresser ses acquis, enracinant la paix, la liberté et la démocratie, dans une prospérité partagée. Mais cette Europe restait une Europe par défaut. Elle ne méritait son nom qu'à moitié tant que la moitié de ses peuples en était interdite. La grande réunification du continent en 2004 constitue bien à cet égard l'aboutissement naturel de 1957.

Les Tchèques savent aujourd'hui ce qu'ils doivent aux hommes qui ont signé le Traité de Rome, tout comme les Français et Allemands sont conscients de leur dette vis-à-vis des insurgés de Budapest, des dissidents de la Charte 77 ou des syndicalistes de Solidarnosc. Notre Europe ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui sans ces deux histoires rassemblées.

Je me réjouis également de la tenue de cette conférence parce qu'elle va fournir ici, en République tchèque, l'occasion d'un débat approfondi – et je l'espère utile et constructif – sur l'Union européenne d'aujourd'hui, ses nouveaux défis et son avenir. Cette discussion est importante afin d'examiner ensemble les moyens permettant à l'Europe de franchir les nouvelles étapes qui l'attendent.

La France continuera naturellement à prendre toute sa part à ce débat, avec une vigueur renouvelée après les élections présidentielles et législatives de mai/juin prochains. Elle mènera ce dialogue avec chacun des Etats membres, et en particulier avec la République tchèque puisque nos deux pays se succéderont à la présidence de l'Union en 2008 et 2009 et auront donc à se concerter et à coopérer encore davantage. Cette conférence nous fournit une première occasion de dialogue sur le projet européen et son avenir. Il y en aura beaucoup d'autres car l'Ambassade de France proposera, d'ici la fin 2008, toute une série d'initiatives et d'échanges pour faire de nos présidences successives une pleine réussite.

Je souhaiterais enfin remercier le Président Sobotka d'avoir bien voulu accepter que cette conférence, conçue avec mon collègue et ami allemand, Helmut Elfenkämper, se tienne au Sénat, lieu prestigieux pour discuter des grands sujets de l'actualité internationale et européenne. Je me réjouis de la coopération tripartite exemplaire nouée entre les Fondations allemandes, Ano pro Evropu, le Cefres et la Fondation Robert Schuman pour préparer cette manifestation. Merci enfin naturellement aux hautes personnalités qui ont accepté d'intervenir dans les différentes table-rondes.

Je vous remercie de votre attention. Je vous souhaite une excellente conférence./.